

b) figurant dans le ou les décisions dérogatoires du Ministre communautaire du

Fait à, le

Le Bourgmestre,
.....

Vu pour être annexé à l'arrêté de l'Exécutif flamand du 29 mai 1991 modifiant l'arrêté de l'Exécutif flamand du 27 janvier 1988 fixant les normes spécifiques en matière de protection contre l'incendie auxquelles doivent satisfaire les entreprises d'hébergement.

Bruxelles, le 29 mai 1991.

Le Président de l'Exécutif flamand,
G. GEENS

Le Ministre communautaire de la Culture,
P. DEWAELE

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTERE DE LA CULTURE ET DES AFFAIRES SOCIALES

[S — 29398]

F. 91 — 2160

10 JUIN 1991. — Arrêté de l'Exécutif fixant les conditions d'octroi de subventions pour l'achat de matériel en vue de favoriser le fonctionnement des activités touristiques

L'Exécutif de la Communauté française,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980, modifiée par la loi spéciale du 8 août 1988, notamment l'article 4, 10°;

Vu l'avis du Conseil supérieur du Tourisme, donné le 24 janvier 1990;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973 et notamment l'article 3, § 1^{er}, modifié par les lois du 9 août 1980, 16 juin 1989 et 4 juillet 1989;

Vu l'urgence justifiée par la nécessité de favoriser le fonctionnement des activités touristiques dès la prochaine saison touristique;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 4 juin 1991;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 10 juin 1991;

Sur proposition du Ministre de l'Enseignement, de la Formation, du Sport, du Tourisme et des Relations internationales;

Vu la délibération de l'Exécutif du 10 juin 1991,

Arrête :

Article 1^{er}. Au sens du présent arrêté, il faut entendre par "le Ministre", le membre de l'Exécutif de la Communauté française qui a le Tourisme dans ses attributions.

Art. 2. Le Ministre peut, dans les limites des crédits inscrits au budget, accorder des subventions pour l'achat de matériel destiné à la gestion administrative ou promotionnelle des activités touristiques.

Toutefois, ne peut être subventionné l'achat d'équipements ou accessoires qui, en raison de leur nature même, sont d'utilisation de courte durée.

Art. 3. Peuvent bénéficier de ces subventions, pour autant qu'ils puissent prouver une activité ininterrompue depuis au moins trois ans, les syndicats d'initiative et les groupements régionaux de syndicats d'initiative, constitués en associations sans but lucratif, ainsi que les offices communaux de tourisme.

Art. 4. Pour bénéficier de subventions, les demandeurs visés à l'article 3 doivent répondre aux conditions suivantes :

1° disposer d'installations d'accueil et d'information touristiques permanentes et y exercer des activités régulières au moins six mois par an;

2° n'utiliser le matériel subventionné qu'aux fins précisées dans la demande de subvention;

3° disposer de moyens financiers suffisants pour pouvoir procéder à l'entretien et aux réparations normales du matériel subventionné;

4° disposer d'un local administratif permettant l'entreposage du matériel subventionné dans de bonnes conditions de sécurité et de conservation;

5° accepter le contrôle des installations et de l'utilisation du matériel subventionné par le personnel compétent du Commissariat du Tourisme;

6° s'engager à rembourser le montant de la subvention s'ils cessent toute activité dans un délai de cinq ans, commençant le 1^{er} janvier de l'année qui suit celle de l'imputation budgétaire de la subvention.

Art. 5. Les demandes de subventions sont introduites auprès du Commissaire au Tourisme par lettre recommandée.

Elles contiennent :

1° une description du matériel dont l'acquisition est envisagée ainsi qu'une estimation du coût de cette acquisition;

2° une copie des offres faites par les fournisseurs consultés;

3° une description de l'utilisation qui sera faite du matériel;

4° un engagement de respecter les prescriptions du présent arrêté;

5° les statuts de l'association lorsque le demandeur est constitué sous forme d'association sans but lucratif ainsi que ses derniers comptes de gestion.

Art. 6. Dans chaque cas, le Ministre ou son délégué peut déterminer le type, la qualité, la quantité et le prix maximum du matériel susceptible d'être subventionné. Il tient compte des activités touristiques réellement pratiquées par le demandeur et du matériel déjà détenu par ce dernier.

La subvention est fixée à 50 % de la valeur du matériel, la taxe sur la valeur ajoutée étant déduite, sans qu'elle puisse être supérieure au montant que le Ministre détermine, déduction faite de toute aide se rapportant au même objectif.

Aucune subvention n'est accordée pour un programme d'achats d'une valeur inférieure à 25 000 francs, la taxe sur la valeur ajoutée étant déduite.

Le montant total des subventions accordées au demandeur ne peut dépasser 125.000 francs par an.

Art. 7. Pendant une période de cinq ans, à dater du paiement de la subvention, le bénéficiaire ne peut ni céder, ni prêter le matériel subventionné. Il possède toutefois la pleine jouissance du matériel et en supporte la totalité des frais d'entretien et de réparation.

Il assume l'entière responsabilité de son utilisation et de sa bonne conservation.

En cas de dissolution durant la période visée à l'alinéa précédent, l'organisme bénéficiaire est tenu d'en aviser immédiatement le Commissaire au Tourisme. Ce dernier sera également averti dans les plus brefs délais de la disparition ou de la destruction totale ou partielle du matériel subventionné.

Le remboursement de la subvention sera exigé en cas de non respect des dispositions prévues au présent arrêté ainsi qu'en cas de disparition ou de destruction prévu à l'alinéa précédent.

Toutefois, en cas de disparition ou de destruction du matériel, le remboursement n'est pas exigé si le bénéficiaire démontre que la disparition ou la destruction est due à un cas de force majeure.

Art. 8. Les subventions octroyées ne seront liquidées qu'après production au Commissariat au Tourisme des pièces justificatives de dépenses et de la preuve qu'il a été fait appel à la concurrence pour l'achat du matériel subventionné.

Sauf impossibilité matérielle dûment motivée, les pièces justificatives seront produites sous forme d'originaux.

Art. 9. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Seules les demandes introduites après cette date bénéficieront de l'application du présent arrêté.

Art. 10. Le Ministre est chargé de l'application du présent arrêté.

Bruxelles, le 10 juin 1991.

Par l'Exécutif de la Communauté française :

Le Ministre de l'Enseignement, de la Formation, du Sport,
du Tourisme et des Relations internationales,

J.-P. GRAFE.

Annexe

**Formule de l'engagement à souscrire par le bénéficiaire d'une subvention
pour l'achat de matériel en vue de favoriser le fonctionnement des activités touristiques**

Le soussigné, reconnaît avoir reçu de la Communauté française, du Commissariat au Tourisme, une somme de.....francs à titre d'intervention dans les dépenses relatives à

et affirme avoir pris connaissance de toutes les dispositions de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 10 juin 1991 fixant les conditions d'octroi de subventions pour l'achat de matériel en vue de favoriser le fonctionnement des activités touristiques.

Il s'engage dès lors à rembourser la subvention si, sauf autorisation du Ministre qui a le Tourisme dans ses attributions, l'affectation des acquisitions n'est pas maintenue jusqu'au 31 décembre

Fait à....., le.....

Vu pour être annexé à l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 10 juin 1991 fixant les conditions d'octroi de subventions pour l'achat de matériel en vue de favoriser le fonctionnement des activités touristiques.

Par l'Exécutif de la Communauté française :

Le Ministre de l'Enseignement, de la Formation, du Sport,
du Tourisme et des Relations internationales,

J.-P. GRAFE

VERTALING

MINISTERIE VAN CULTUUR EN SOCIALE ZAKEN

N. 91 — 2160

10 JUNI 1991. — Besluit van de Executieve houdende bepaling van de voorwaarden voor de toekenning van toelagen voor het aankopen van materiaal ter bevordering van de toeristische activiteiten

De Executieve van de Franse Gemeenschap,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980, gewijzigd bij de bijzondere wet van 8 augustus 1988, inzonderheid op artikel 4, 10°;

Gelet op het advies van de Hoge Raad voor Toerisme van de Franse Gemeenschap, gegeven op 24 januari 1990;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1978, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wetten van 9 augustus 1980, 16 juni 1989 en 4 juli 1989;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid de werking van de toeristische activiteiten reeds vanaf het volgende toeristisch seizoen te bevorderen;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 4 juni 1991;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting, gegeven op 10 juni 1991;

Op de voordracht van de Minister van Onderwijs, Vorming, Sport, Toerisme en Internationale Betrekkingen van de Franse Gemeenschap;

Gelet op de door de Executieve na de beraadslaging van 10 juni 1991 genomen beslissing,

Besluit :

Artikel 1. In de zin van dit besluit moet worden verstaan onder "de Minister" het lid van de Executieve van de Franse Gemeenschap tot wiens bevoegdheid het Toerisme behoort.

Art. 2. Binnen de perken van de op de begroting uitgetrokken kredieten, kan de Minister toelagen toekennen voor het aankopen van materiaal bestemd voor het administratief of promotioneel beheer van de toeristische activiteiten.

Kan evenwel niet worden betoelaagd, de aankoop van uitrustingen of bijhorigheden die omwille van hun aard zelf, op korte duur worden gebruikt.

Art. 3. Kunnen deze toelagen genieten, voor zover zij bewijs kunnen leveren van een sinds ten minste drie jaar ononderbroken activiteit, de verenigingen voor vreemdelingenverkeer en de gewestelijke groeperingen voor vreemdelingenverkeer, opgericht als verenigingen zonder winstoogmerk, alsook de gemeentelijke VVV-kantoren.

Art. 4. Om toelagen te bekomen moeten de in artikel 3 bedoelde aanvragers aan volgende voorwaarden beantwoorden :

1° over bestendige toeristische installaties voor onthaal en informatie beschikken en er ten minste zes maanden per jaar regelmatige activiteiten in uitoefenen;

2° het betoelaagd materiaal slechts gebruiken voor de doeleinden die in de aanvraag om toelage vermeld zijn;

3° over voldoende financiële middelen beschikken om in het onderhoud en de normale herstellingen van het betoelaagd materiaal te kunnen voorzien;

4° over een administratief lokaal beschikken om het betoelaagd materiaal in goede veiligheids- en bewaringsvoorwaarden te kunnen bewaren;

5° de controle door het bevoegd personeel van het Commissariaat voor Toerisme van de Franse Gemeenschap over de installaties en het gebruik van het betoelaagd materiaal toelaten;

6° zich ertoe verbinden het bedrag van de toelage terug te betalen indien zij alle activiteiten stopzetten binnen een termijn van vijf jaar die begint te lopen vanaf 1 januari van het jaar dat volgt op het jaar van de budgettaire aanrekening van de toelage.

Art. 5. De toelageaanvragen worden bij een ter post aangetekende brief ingediend bij de Commissaris voor Toerisme.

Deze aanvragen bevatten :

1° een beschrijving van het materiaal dat men zinnens is aan te kopen alsmede een raming van de kosten voor deze aankoop;

2° een afschrift van de prijsopgaven die de aangesproken leveranciers hebben ingediend;

3° een beschrijving van het gebruik van het materiaal in de toekomst;

4° een verbintenis de voorschriften van dit besluit na te leven;

5° de statuten van de vereniging, wanneer de aanvrager opgericht is in de vorm van een vereniging zonder winstoogmerk, alsook haar laatste beheersrekeningen.

Art. 6. In alle gevallen kan de Minister of zijn afgevaardigde het type, de kwaliteit, de hoeveelheid en de maximale prijs van het materiaal dat kan worden betoelaagd, bepalen. Hij houdt rekening met de toeristische activiteiten die werkelijk worden uitgeoefend door de aanvrager en met het materiaal dat reeds in het bezit is van deze laatste.

De toelage is vastgesteld op 50 % van de waarde van het materiaal, na aftrek van de belasting over de toegevoegde waarde, zonder dat zij hoger mag zijn dan het bedrag dat de Minister bepaalt, na aftrek van elke tegemoetkoming die met hetzelfde doel verband houdt. Geen toelage wordt toegekend voor een aankoopprogramma waarvan de waarde lager is dan 25 000 frank, na aftrek van de belasting over de toegevoegde waarde.

Het totaal bedrag van de toelagen toegekend aan de aanvrager mag niet hoger zijn dan 125 000 frank per jaar.

Art. 7. Gedurende een periode van vijf jaar te rekenen vanaf de uitbetaling van de toelage, kan de gerechtigde het betoelaagd materiaal noch afstaan, noch uitlenen. Hij heeft evenwel het volle genot van het materiaal en neemt het volledig aandeel van de onderhouds- en de herstellingskosten ervan op zich. Hij draagt de volle verantwoordelijkheid voor het gebruik en de bewaring ervan.

In geval van ontbinding tijdens de in vorig lid bedoelde periode, is de gerechtigde instelling ertoe verplicht onmiddellijk de Commissaris voor Toerisme daarvan op de hoogte te brengen. Deze wordt ook zo spoedig mogelijk op de hoogte gebracht van de verdwijning of de gehele of gedeeltelijke vernietiging van het betoelaagd materiaal.

De terugbetaling van de toelage wordt vereist ingeval de bepalingen bedoeld bij dit besluit niet worden nageleefd alsook in geval van verdwijning of vernietiging, zoals bedoeld in het vorige lid.

In geval van verdwijning of vernietiging van het materiaal, wordt de terugbetaling evenwel niet geëist indien de gerechtigde het bewijs levert dat de verdwijning of de vernietiging te wijten is aan overmacht.

Art. 8. De toegekende toelagen worden slechts uitbetaald na overlegging aan de Commissaris voor Toerisme van de bewijsstukken van de uitgaven en van het bewijs dat aan de concurrentie een offerteaanvraag werd gericht voor het aankopen van het betoelaagd materiaal. Behoudens behoorlijk gestaafde materiële onmogelijkheid, worden de bewijsstukken overgelegd in de vorm van oorspronkelijke stukken.

Art. 9. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Enkel de aanvragen die na deze datum werden ingediend, kunnen onder de toepassing vallen van dit besluit.

Art. 10. De Minister is belast met de toepassing van dit besluit.

Brussel, 10 juni 1991.

Vanwege de Executieve van de Franse Gemeenschap :

De Minister van Onderwijs, Vorming, Sport, Toerisme en Internationale Betrekkingen,
J.-P. GRAFE.

Bijlage

- **Formulier voor de verbintenis aan te gaan door de geniete van een toelage voor het aankopen van materiaal ter bevordering van de toeristische activiteiten**

De ondergetekende erkent van de Franse Gemeenschap, "Commissariat au Tourisme", de som van te hebben ontvangen als tegemoetkoming in de uitgaven voor

..... en hij bevestigt kennis te hebben genomen van het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 10 juni 1991 houdende bepaling van de voorwaarden voor de toekenning van toelagen voor het aankopen van materiaal ter bevordering van de toeristische activiteiten.

Derhalve verbindt hij zich ertoe de toelage terug te betalen als de bestemming van het aangekocht materiaal niet gehandhaafd blijft tot 31 december behoudens machtiging van de Minister tot wiens bevoegdheid het toerisme behoort.

Te, op

Gezien om gevoegd te worden bij het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 10 juni 1991 houdende bepaling van de voorwaarden voor de toekenning van toelagen voor het aankopen van materiaal ter bevordering van de toeristische activiteiten.

Vanwege de Executieve van de Franse Gemeenschap :

De Minister van Onderwijs, Vorming, Sport, Toerisme
en Internationale Betrekkingen van de Franse Gemeenschap,

J.-P. GRAFE

F. 91 — 2161

10 JUIN 1991. — Arrêté de l'Exécutif fixant les conditions d'octroi de subventions aux attractions touristiques pour l'achat et le placement de panneaux de signalisation

L'Exécutif de la Communauté française,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 modifiée par la loi spéciale du 8 août 1988, notamment l'article 4, 10°;

Vu l'avis du Conseil Supérieur du Tourisme, donné le 7 novembre 1990;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat coordonnées le 12 janvier 1973 et notamment l'article 3, § 1er, modifié par les lois du 9 août 1980, 16 juin 1989 et 4 juillet 1989;

Vu l'urgence justifiée par la nécessité d'améliorer la signalisation des attractions touristiques dès la prochaine saison touristique;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances du 4 juin 1991;

Vu l'accord du Ministre du Budget du 10 juin 1991;

Sur proposition du Ministre de l'Enseignement, de la Formation, du Sport, du Tourisme et des Relations internationales;